

Congrès en est d'ailleurs une preuve manifeste: pour faire accepter la solution confiant le sort du prolétariat italien et des exploités d'Éthiopie à la Société que Lénine qualifia justement de Société des Brigands, deux choses étaient indispensables: tout d'abord montrer que c'était bien une solution prolétarienne et ensuite faire croire aux ouvriers que le moment était déjà venu où le fascisme allait crouler. Les tâches ont été réparties justement: le chef du Parti Socialiste, un aventurier qui a fait ses débuts dans le mouvement fasciste même et qui a eu les attitudes les plus contradictoires au sein du mouvement ouvrier, M. Nenni se chargera de qualifier le Congrès de Bruxelles de Zimmerwald. Ce jongleur n'eut pas de difficulté pour comparer une réunion rassemblant les militants pour une lutte contre la guerre, à un Congrès où l'on allait voter la mesure de guerre choisie par l'impérialisme anglais. D'autre part, un des chefs du parti communiste italien, M. Grieco, l'expression la plus accomplie du déclassé italien vivant de vanité et plus prosaïquement en parasite des ouvriers russes, lequel se proclamant « chef-né », fera l'analyse de la situation italienne pour conclure en un appel aux ouvriers, aux paysans, aux socialistes, aux républicains, démo-chrétiens et chemises noires pour mener à bien la croisade qui montrera que les « fils de Garibaldi » sont dignes de l'exemple de leurs glorieux parents qui ont forgé l'Italie (il est connu que Garibaldi et Mazzini ne jouèrent qu'un rôle de deuxième ordre et furent les jouets des monarchistes piémontais qui firent appel, avec succès d'ailleurs, à Napoléon III et à Bismarck pour arriver à l'unification italienne). Toute cette analyse de la situation italienne est fautive d'un bout à l'autre. Malheureusement, le fascisme n'est nullement ébranlé, le prolétariat ne se trouve pas du tout dans l'impossibilité de déchaîner ses mouvements et si au début l'expédition en Afrique se déroulait dans l'indifférence générale, après l'attitude prise par l'Angleterre et la Société des Nations, des possibilités se sont présentées à Mussolini pour jouer sur la corde du nationalisme. Certes centristes et socialistes auront joué pleinement à l'avantage de Mussolini et cela est tellement vrai que l'organe socialiste italien répondra à un républicain qui avait formulé des réserves contre l'appropriation du mot d'ordre des sanctions, qu'il est vrai que « l'on ne sera pas compris par les ouvriers et les paysans italiens », mais qu'il faut savoir choisir la voie juste malgré les difficultés initiales. Le lecteur comprendra qu'à nouveau la thèse de l'immi-

nence de la chute du fascisme et de l'utilité de reprendre à son compte les sanctions, se trouve ici démentie; leurs protagonistes même affirment que le chemin entrepris est celui qui offre le plus de difficultés. Il est vrai que ce journal dira que dans deux mois, trois, ou six tout au plus, tout aura changé mais il s'agit là des plans de révolutions et de constitutions de ministères dont l'évolution et les changements sont évidemment préparés avec les « armes de guerre » que sont les consommations dans les bistrotts de Paris.

La réponse des socialistes et des centristes italiens se trouve sur un plan nettement nationaliste: les deux Internationales, avec De Brouckère et Thorez se rencontreront sur la même base. En effet, que signifie l'affirmation que Mussolini conduit l'Italie à son isolement international et en définitive à sa perte. Mais tout simplement qu'il y a une autre politique qui peut être faite sans pour cela porter atteinte aux bases de la société capitaliste en Italie. Même dans l'hypothèse qui n'est pas la nôtre, que l'expédition en Afrique ne bouleverse pas immédiatement et à échéance plutôt brève la situation internationale dans son ensemble, la position qu'ont pris socialistes et centristes est précisément celle qui permettra au fascisme de dépasser le moment particulièrement difficile qu'il traverse actuellement. En effet les ouvriers et les paysans italiens se trouvent aujourd'hui devant une situation bien nette, le fascisme impose le sacrifice de vies, de salaires, de conditions de vie au travers du rétablissement de la carte sur la viande et autres objets de toute première nécessité; et c'est alors qu'on vient lui dire que la voie qui peut le conduire à la délivrance est justement celle qui est préconisée par l'impérialisme anglais et que consiste, avec les sanctions, à augmenter toutes ses privations jusqu'au paroxysme. On voit là les possibilités réelles qui s'offrent à Mussolini pour établir autour du fascisme un front de résistance sur une base nationaliste. La position théorique qui veut qu'en dehors de positions internationalistes on tombe dans une position nationaliste est parfaitement confirmée par la situation actuelle en Italie où socialistes et centristes ne présentent qu'une solution pouvant défendre les intérêts de l'Italie mieux que ne le fait Mussolini et puisque leur position coïncide nettement avec la revendication de l'Angleterre et de la Société des Nations, l'occasion inespérée se présente pour le capitalisme italien de réaliser un front national au travers de Mussolini aujourd'hui tout en préparant les conditions pour un autre front également national au tra-

vers des anciens et des nouveaux traîtres.

D'ailleurs une analyse bien rapide de la signification des sanctions nous permet de voir qu'elles aussi auront une signification de tout premier ordre dans le jeu de Mussolini. En effet, les difficultés insurmontables de la situation italienne dépendent de la crise qui y a pris un caractère extrêmement aigu. Même dans l'hypothèse où il n'y aurait pas eu de guerre en Abyssinie, le capitalisme italien aurait dû recourir à toutes les mesures de compression qu'il applique actuellement. Or, les sanctions, pour ce qui concerne leur efficacité réelle, resteront des mesures absolument inopérantes pour l'Italie qui n'aura nullement besoin de transgresser la légalité genevoise et de se servir des Etats limitrophes qui ont refusé leur vote à l'application des sanctions, mais trouvera dans les Etats qui lui sont le plus directement opposés (l'Angleterre aussi) de quoi satisfaire les besoins essentiels de l'économie italienne. Mais maintenant, après l'application des sanctions, le capitalisme italien a pu trouver un prétexte pour donner aux privations qu'il impose aux exploités d'Italie, une sorte de sanctification nationaliste. Les premières mesures de compression dans le domaine financier aussi bien que de l'alimentation prouvent clairement que la guerre en Afrique n'est nullement la déterminante des mesures décidées par le capitalisme italien, elles n'atteignent pas seulement les produits importés (donc ceux qui seraient menacés par les sanctions) mais aussi des produits que l'Italie exporte; ce qui met en relief le plan du capitalisme qui, après avoir procédé à des compressions massives et inouïes des salaires n'avait d'autre moyen d'agir sur les conditions de vie des travailleurs que le rationnement des substances. La Société des Nations aura permis au capitalisme italien de trouver une justification à ces mesures et — tout reste dans l'ordre de la logique actuelle qui opprime le prolétariat — l'antifascisme sous le guide du centrisme et du socialisme y donnera son cachet « prolétarien ».

La position de notre fraction envers l'indépendance de l'Abyssinie, découle de prémisses théoriques que nous avons expliquées et essayé de démontrer à plusieurs reprises. Elles se résument dans notre thèse centrale que dans la phase actuelle des guerres et des révolutions, seul le prolétariat international peut aider les travailleurs coloniaux à abattre à la fois le régime barbare qui les opprime et la convoitise ou l'oppression de l'impérialisme colonisateur. Il nous semble que la situation actuelle ne fait que confirmer pleinement notre position. Nous

laisserons de côté la considération que tous les traités anglo-franco-italien n'ont jamais défendu la prétendue intégrité du territoire éthiopien, pour mettre en lumière le fait indiscutable que le compromis de Paris aussi bien d'ailleurs que le rapport des Cinq genevois, comporte une altération profonde de la soit-disant indépendance abyssine puisqu'aussi bien dans le domaine économique qu'étatique, le Négus acceptait les interventions financières dont il n'aurait eu aucun contrôle; l'introduction d'une police internationale sur laquelle il n'aurait eu d'autre pouvoir que le choix entre les éléments « étrangers » qui lui auraient été proposés. Nous nous réservons de traiter plus particulièrement le problème de l'industrialisation des colonies et nous croyons pouvoir démontrer sur la base de l'expérience coloniale en général, et de la Chine en particulier, que l'industrialisation actuelle de ces pays dépasse la marge consentie par le régime capitaliste considéré au point de vue historique et dans son expression mondiale. Désormais l'industrialisation est une phase économique qui appartient exclusivement au prolétariat mondial et la victoire des mouvements de soi-disant indépendance ou celle de l'impérialisme métropolitain signifie l'arrêt total de l'industrialisation, qu'ils viennent du Négus, de la Société des Nations ou de Mussolini, n'ont aucune possibilité réelle et ne sont que des faux fuyants qui sont agités devant les exploités des colonies ou des pays retardataires. A l'égard de ces derniers la position de la fraction part de cette considération fondamentale que leur cause ne peut être confiée ni à leurs oppresseurs, ni à l'impérialisme anglais qui peut valablement se vanter d'avoir montré la voie aux autres capitalistes dans l'œuvre du massacre des exploités des colonies. La position de notre fraction consiste à appeler ces travailleurs à profiter de la situation qui se présente devant eux pour livrer la lutte pour leurs intérêts de classe, en rejoignant ainsi la lutte des ouvriers italiens. La concordance de ces efforts est seule capable de s'harmoniser avec la lutte du prolétariat mondial pour la révolution communiste. Et ce n'est nullement le fait du hasard si dans le mouvement italien, seule notre fraction défend cette position prolétarienne et internationaliste. Elle ne fait que suivre le chemin qui, a son point de départ dans la fondation du parti communiste à Livourne. Malgré la puissance des forces qui s'opposent à notre fraction, celle-ci est sûre des positions qu'elle défend, car toutes les autres actuellement défendues au sein du mouvement ouvrier italien se coalisent nettement autour de la revendication de l'impérialisme